

its primacy in the public discourse on reproductive rights; to many Americans the right to choice means only the right to abortion. Considerations such as the right to prenatal care and state intervention to block abortion funding for women on welfare are not included in the women's movement's public discourse around choice. Despite her obvious desire to avoid offense, some of this is sensitive material and bound to ruffle some feathers. For example she critiques the resources spent on IVF and suggests other ways of distributing these to benefit a greater number of women.

This book is a valuable survey of the means and methods Americans have employed in their attempts to solve the thorny problem of poverty and other social evils in their society. As such it would be invaluable as a feminist resource in any classroom.

## QUELLE CITOYENNETÉ POUR LES FEMMES? LA CRISE DES ÉTATS- PROVIDENCE ET DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE EN EUROPE

Alisa Del Re et Jacqueline Heinen.  
Paris: L'Harmattan, 1996.

PAR ÉDITH GARNEAU

Cet ouvrage collectif découle d'un séminaire du Réseau international de recherche nommé *État et rapports sociaux de sexe* sur la citoyenneté sociale et politique des femmes en Europe occidentale. Réunis sous la direction de Alisa Del Re, politologue italienne et Jacqueline Heinen, sociologue française, on retrouve quatorze textes provenant

d'auteurs de différents horizons académiques (sciences politiques, sciences sociales, histoire et droit notamment), de différentes langues quoique les textes soient tous en français (traductions de Jacqueline Heinen) et enfin, de différents pays surtout européens. Fait intéressant à souligner, la provenance de trois textes d'auteurs québécoises et canadiennes (Jane Jenson et Diane Lamoureux) et le texte d'une Américaine (Linda Gordon) qui n'appréhende pas l'aspect européen de la citoyenneté des femmes mais plutôt l'exclusion des femmes comme effets pervers de l'État-providence américain, leçon à saveur américaine.

L'ouvrage comprend une bibliographie commune mais qui malheureusement est incomplète, ce qui désappointe puisque les textes cités ou mentionnés semblent très intéressants. L'ouvrage aurait pu profiter davantage d'un index. Mentionnons qu'un seul texte est de type empirique et comprend

des tableaux (Daly). Aussi, une autre caractéristique distinctive est assurément le dernier article du livre où l'on suggère des propositions de rechange au traité de Maastricht (Vogel). Outre ces commentaires sur le format, une conclusion aurait été des plus utiles afin de situer les avides lectrices qui s'attendent à une quelconque réponse à la question posée, dépassant les constats inventoriés dans l'introduction.

La question générale posée dans l'ouvrage consiste à savoir quel est le statut des femmes face à l'État et quelle est la définition de la citoyenneté pour les femmes en Europe: «[ce] n'est pas seulement de savoir qui est citoyen, il s'agit aussi de savoir quels sont les droits de la citoyenneté, et jusqu'à quel point ils ont une dimension sexuée» (12). Cette question est importante car les auteures constatent que «les représentations symboliques sur le contenu de la citoyenneté ne sont plus aussi consensuelles que par le



Toronto, Canada

## Faculty of Arts: Department of Political Science

Applications are invited for a tenured Associate Professor position in **German and European Studies**. Appointment to commence July 1, 1999.

The Department is seeking a scholar of international reputation specializing in German and European policy studies. The successful candidate will be expected to participate in the development of the Canadian Centre for German and European Studies at York, which is a joint venture between York University and the University of Montreal. It is expected that applicants will be fluent in German and have at least a reading knowledge of French, and be able to teach both graduate and undergraduate courses on Germany and Europe.

The Department is strongly interested in scholars whose work focuses on one or more of the following policy areas: culture and communications, European integration, and social policy. *Salary*: Commensurate with qualifications.

Applicants should send a curriculum vitae, appropriate examples of their scholarship and teaching evaluations, and arrange to have three letters of reference sent to: Prof. Stephen L. Newman, Department of Political Science, Faculty of Arts, S669 Ross Bldg., York University, 4700 Keele St., Toronto, ON M3J 1P3. The deadline for applications is February 1, 1999.

*This appointment is subject to budgetary approval. York University is implementing a policy of employment equity, including affirmative action for women faculty. In accordance with Canadian immigration requirements, this advertisement is directed to Canadian citizens and permanent residents.*

passé» tout comme la représentation politique sous forme traditionnelle n'inspire plus confiance (12). Elles en imputent la responsabilité surtout au phénomène de la globalisation économique et à ces temps de restructuration des régimes du *welfare* (terme anglais, utilisé de façon constante dans le livre). C'est par une démarche historique que la plupart des textes nous amène à identifier les corrélations entre l'étendue des droits et les contextes de crises économiques et politiques dont les conséquences reposent sur les rapports de force à l'oeuvre. Tous les textes abordent les conséquences pour les femmes des nouvelles formes de la citoyenneté selon l'articulation des rapports sociaux de sexe ou de genre.

Les textes de cet ouvrage collectif sont partagés en trois sections. La première section qui repose sur la question «Quels droits pour les femmes?», regroupe quatre textes théoriques sur les rapports entre les femmes et la citoyenneté. Les auteures tentent de créer des liens théoriques entre la présence des femmes sur la scène politique et la définition de la citoyenneté. Jane Jenson formule quelques questions cruciales pour les féministes en ce qui concerne le *welfare*. Entre autres, elle nous invite à dissocier les droits sociaux et la famille voire, séparer le travail non rémunéré du travail de *caring* souvent associé aux femmes. Pour leur part, les textes de Diane Lamoureux et de Bérengère Marques-Pereira sont particulièrement captivants. Le premier fait bien ressortir les principales problématiques théoriques en ce qui a trait à la question du genre et de la citoyenneté tout en proposant une alternative qui repose davantage sur la notion d'équité en ce qui concerne les politiques sociales et l'État. Quant à Bérengère Marques-Pereira, elle nous propose des repères pouvant servir à l'analyse comparative. Elle classe deux principales définitions de la citoyenneté: la citoyenneté en tant que mode d'appartenance à l'espace national ainsi que la citoyenneté en tant qu'un ensemble de droits et devoirs. Bien que le texte

soit très bien présenté et solidement ficelé, il nous laisse toutefois en appétit car ses dix pages auraient pu servir de cadre d'analyse aux études de cas présentées dans ce livre et pourraient également amorcer une suite à ce livre.

Le texte de Birte Siim résume assez bien la perspective des auteures de cette première section (Jenson, Lamoureux, et Marques-Pereira) qui repose sur la valorisation de l'idée d'une citoyenneté différenciée et pluraliste. Cette conclusion se rapproche de l'idée d'une citoyenneté culturelle, concept très en vogue actuellement en Amérique du Nord. Cette nouvelle «génération de droit», comme dirait Bérengère Marques-Pereira, ressort vaguement dans les autres sections du recueil (mis à part le texte de Heinen). De plus, cette première section recèle des trouvailles théoriques qui n'ont que très peu été développées dans la deuxième partie du livre.

La deuxième section s'intitule «Convergences et différences selon les pays» et regroupe huit textes (Anttonen, Bussemaker, Abbott et Wallace, Daly, Del Re, Duran, Sineau et Jenson, Gordon). Ces études de cas examinent en quoi les politiques publiques ont des incidences sur le contenu de la citoyenneté.

La plupart des textes dénonce ce que plusieurs pays, non seulement européens mais occidentaux, ont tendance à considérer : la pleine citoyenneté comme appartenant aux salariés seuls. C'est la principale critique qu'amène la contribution de Linda Gordon qui tire une leçon de l'histoire de l'État-providence américain. Traitant de l'exclusion sociale fondée sur le sexe, la race, la famille et/ou la classe sociale, elle déclare que le *welfare*, en voulant réduire les inégalités, a créé de nouvelles formes d'exclusion sociale et de pauvreté chez les femmes (233).

La troisième et dernière section, «limites de la citoyenneté et propositions pour l'Europe», comprend les textes de Jacqueline Heinen et de Eliane Vogel. Dans une excellente

contribution, la première, dans un texte qui porte sur les pays de l'Europe de l'Est en général face à l'Europe de l'Ouest, nous fait remarquer que l'emploi du slogan «le personnel est politique» n'avait et n'a toujours pas la même signification chez les femmes de l'Europe de l'Est (249). Vivre sous le joug de l'ancien régime communiste faisait en sorte que pour les gens de cette région, l'espace privé devenait le lieu investi de leur seule liberté. Elles et ils n'étaient donc pas disposés et n'avaient aucune intention de mettre leur vie personnelle sur la place publique.

Ce qu'il faut retenir de cet ouvrage, c'est que dans tous ces textes, les auteures réussissent à saisir les processus de marginalisation des femmes qui semblent trop souvent déterminés et à fluctuer selon des considérations économiques. En outre, elles s'ingénient à trouver des moyens qui permettent aux femmes de prendre la place qui leur revient et encore plus, leur permettent d'imaginer et de créer les places des individus (femmes et hommes) sur l'échiquier national, voire, mondial. Ce qui est étonnant dans cet ouvrage et, ce qui marque sa valeur, c'est que les auteures en arrivent toutes à la même conclusion: la pleine citoyenneté pour les femmes est constamment remise en question. Pour ce faire, on a stratégiquement choisi de débiter par des textes qui décrivent la situation des pays où les femmes y sont des *amies* (comme le dirait Anneli Anttonen) pour graduellement nous dépeindre la situation des pays «moins amis» jusqu'à une dénudation des femmes de leurs droits dans le Traité de Maastricht. Les droits à la citoyenneté semblent fluctuer au gré des changements de cycles de l'économie des pays et du dieu-globalisation.

Enfin, on se rend compte que la citoyenneté est appréhendée surtout en termes de droits sociaux alors que les droits politiques et civils sont confrontés à de multiples conflits nationaux dont on ne mentionne guère l'importance surtout en ces temps de régionalisme faisant écho à

la globalisation, et paradoxalement, en ces temps de recrudescence des nationalismes. C'est tout comme si on avait décidé d'omettre d'aborder les droits à la citoyenneté où le genre est confronté à l'ethnie. D'ailleurs, Birte Siim reconnaît bien ce dilemme lorsqu'elle mentionne l'hypothèse de la mobilisation politique, car pour concevoir une approche féministe qui prône une citoyenneté différenciée et pluraliste, il faut que celle-ci soit harmonisée à des actions communes. Je crois que c'est précisément là que les théories féministes sont bien placées pour répondre à la question du livre et ce, de façon plurielle, bien entendu: *Quelles citoyennetés pour les femmes?*

## DADDY'S GIRL: YOUNG GIRLS AND POPULAR CULTURE

Valerie Walkerdine. Cambridge: Harvard University Press, 1997.

BY SUSANNE LUHMANN

Feminist commentators have long pointed to the harmful effects of popular culture on girls: their struggles with self-esteem and body image as well as eating disorders have been linked to the stereotypes of femininity and the sexualization of girls common in ads, movies, and pop music. After reading Valerie Walkerdine's *Daddy's Girl: Young Girls and Popular Culture*, new questions emerge as to how much class dynamics are at stake, both in the reading of representation and in changing them. In this intriguing study, the British critical psychologist and cultural studies scholar takes another look at the role of popular culture in the lives of girls, and, perhaps more importantly, at

how girls figure in the popular imagination of our culture. Her specific focus is the pre-teen working-class girl, who, unlike her older sister, the working-class teenager, has largely been overlooked by the world of cultural and feminist studies.

Walkerdine draws for her analysis on various media such as comic strips, movies, musicals, and pop music, as well as on her observation of girls watching TV and acting out pop hits. Her argument takes two directions: as a figure of popular culture the little working-class girl is the site of projective social fantasies which have little to do with herself but instead reflect more accurately the fears and fantasies of middle-class adults; and the fantasies of both glamorous and sexy femininity projected in films and pop music might be crucial to her psychological survival under difficult social conditions.

Walkerdine rejects the feminist and cultural studies production of the working-class girl as either revolutionary subject or duped object of consumer ideology because they ignore the real struggles of working-class people. She suggests that the figure of the working-class girl signifies varied and shifting social meanings according to different historical contexts. As an orphan figure in movies and comic strips she represents the charity-deserving poor; in films like *My Fair Lady* and *Gigi* she represents upward social mobility through education or marriage offered in a liberal democratic society. Underlying all this is, however, is a long history of social regulation of the working-classes, especially of working class women and girls whose sexuality poses a threat to bourgeois normalcy and civilizatory success.

Along those lines, Walkerdine suggests that the public outcry in high-brow newspapers like the *Guardian* over the eroticized images of girls in the mass media (here made-up little girls enacting pop hits on British TV) is a form of moral panic. As such it speaks to a middle-class fantasy of an innocent and natural childhood untouched by sexual desire. But it is

also a defensive mechanism with which to fend off the rather disturbing adult attraction to the eroticism of childhood, where the little girl is at once innocent and beguiling. She juxtaposes this to tabloid responses which focus on the girls' talent and success instead.

Without ignoring child abuse, Walkerdine refuses the normalizing and regulatory gaze shared by both progressive cultural analysis and the bourgeois fantasy of "childhood innocence," and instead sides and identifies with the young working-class girls and their pleasure in popular culture. Where others might see exploitation or escapism, Walkerdine suggests that media fantasies have an important role to play in a psychology of survival, in the ways that oppressed people survive the damaging social conditions of their lives. Whereas feminists and other media critics have often analyzed popular representations as realist texts with a direct socializing effect, Walkerdine suggests popular culture as a space where certain painful experiences and issues can be dealt with and worked through emotionally, in fantasy, and in ways not possible within the realm of realism.

Thus at stake in this study are at least two distinct sets of defensive fantasies projected onto the public figure of the little girl: the defensive response of the middle-class adults to the more troubling aspects of girlhood (such as sexuality and desire); and girls' engagement with media fantasies as escape from both adult regulation and complex material and social conditions.

Walkerdine's text—though at times in need of some tighter editing—is an insightful and provocative study that has a lot to offer to the ongoing discussion on media and girl subjectivity, both for the theory-inclined reader and those interested in empirical research on girls. In the end this book will change how we look at little girls with/in popular culture.